

**MOTIVATIONS DU DIRECTOIRE DE LA SOCIETE
POUR LA REMISE DU PRIX INTERNATIONAL CHARLEMAGNE
DE LA VILLE D'AIX-LA-CHAPELLE CONCERNANT LA DESIGNATION DU PRESIDENT DE LA BANQUE CENTRALE
EUROPEENNE, JEAN-CLAUDE TRICHET,
EN TANT QUE LAUREAT POUR L'ANNEE 2011**

L'euro est en danger.

« Si l'euro échoue, l'Europe échoue » a récemment déclaré la chancelière allemande, Angela Merkel. Le Prix International Charlemagne de la Ville d'Aix-la-Chapelle 2011 rappelle la nécessité vitale de garantir l'existence de l'Union monétaire européenne et d'un euro stable. En tout état de cause, l'euro est une réussite et les conséquences de la crise financière auraient été bien plus dramatiques sans l'union monétaire et sans la Banque centrale européenne (BCE). Un retour aux monnaies nationales n'est plus envisageable.

La BCE a tenu la promesse de stabilité des pères fondateurs de l'euro. Depuis l'introduction de l'euro, cette institution, et son président Jean-Claude Trichet en première ligne, ont prouvé à plus de 300 millions de citoyens de la zone euro qu'ils peuvent avoir confiance en leur monnaie. Même en temps de crise, le Directoire de la Société pour la remise du Prix International Charlemagne de la Ville d'Aix-la-Chapelle accorde sa confiance aux mesures prises par la BCE et son président, qui est déterminé dans son action.

Au-delà des frontières de la zone euro, l'euro joue un rôle fondamental dans l'économie mondiale et vis-à-vis d'autres monnaies.

En 2002, le Directoire du Prix Charlemagne avait décerné le prix à l'euro en tant que symbole d'un effort commun important. En 2011, il souhaite rendre hommage à une personnalité dont l'engagement en faveur de la stabilité de cette monnaie ne s'est pas démenti depuis plusieurs années.

Pour son action remarquable en faveur de la cohésion de l'union monétaire et du maintien de la compétitivité du marché unique européen, garants de notre prospérité et de la stabilité sociale, le Directoire de la Société pour la remise du Prix International Charlemagne honore, en 2011, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet.

La personnalité de Jean-Claude Trichet est étroitement liée à l'indépendance de la Banque centrale européenne.

« La BCE assumera toujours sa mission. Quiconque met en péril la stabilité des prix, met l'Europe en danger ». En deux phrases, Jean-Claude Trichet exprime clairement ce qui tout à la fois l'anime et le hante. Ayant contribué, dès la première heure, à la naissance de la monnaie commune, il considère que l'euro est plus qu'un simple moyen de paiement, voyant en lui un bien d'une grande valeur, une « monnaie de la paix » pour une Europe qui, voilà 65 ans seulement, n'était plus qu'un tas de ruines.

Jean-Claude Trichet est né à Lyon le 20 décembre 1942. Après une scolarité parisienne, il intègre l'École nationale supérieure des Mines de Nancy où il obtient le diplôme d'ingénieur civil des mines en 1964. En 1966, à sa sortie de l'Institut d'études politiques de Paris et après avoir obtenu une maîtrise d'économie à l'Université de Paris, il travaille comme ingénieur dans le secteur concurrentiel. De 1969 à 1971, il poursuit ses études à l'École Nationale d'Administration.

Il entre en 1971 au Ministère de l'Économie et des Finances, où il est affecté à l'Inspection générale des finances, en tant qu'inspecteur adjoint des finances. En 1974, il devient chargé de mission à l'Inspection générale des finances avant d'être affecté un an plus tard au Trésor, le « centre de décision » de la politique monétaire française. En 1978, il est nommé conseiller chargé de l'industrie, de l'énergie et de la recherche au sein du Secrétariat général du Président de la République Valéry Giscard d'Estaing. Après l'élection à la présidence de François Mitterrand, il retourne au Trésor, et devient directeur du Trésor en 1987. Au cours des années suivantes, il représente la France auprès de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et lors des négociations sur l'Union économique et monétaire. Celui que beaucoup considèrent comme l'un des « pères de l'euro » parle de cette période en ces termes : « À l'époque, j'avais déjà le sentiment de travailler à un projet d'une portée historique » (Welt am Sonntag, 20 juin 2010).

En octobre 1993, il est nommé gouverneur de la Banque de France, dont l'indépendance vis-à-vis du gouvernement français avait été accordée quelques mois plus tôt. Aux côtés du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, il apporte une contribution décisive aux travaux préparatoires à l'introduction de l'euro dans le cadre de l'Union économique et monétaire. Sa reconduction au poste de gouverneur, en 1999, n'est que pure formalité. Un an auparavant, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'Union européenne avaient convenu de façon informelle de nommer, à une date encore indéterminée, Jean-Claude Trichet comme successeur de Wim Duisenberg, premier président de la BCE. Après la démission de ce dernier, Jean-Claude Trichet est officiellement nommé en juin 2003. Le 1^{er} novembre de la même année, il prend ses fonctions de président de la Banque centrale européenne pour une durée de huit ans.

Appelé l'« ayatollah du franc fort » ou le « clone » de la Bundesbank alors qu'il était gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, en tant que président de la BCE, se révèle un ardent défenseur de son indépendance. Ainsi, en 2004, il résiste aux pressions des gouvernements allemand et français, désireux de faire baisser les taux, tandis qu'en décembre 2005, il augmente le taux directeur contre la volonté de dix gouvernements de la zone euro. Avant toutes les autres banques centrales, début août 2007, juste avant l'éclatement de la bulle immobilière américaine, la BCE a pressenti la crise mondiale. Pour garantir la stabilité financière, elle a mis des volumes considérables de liquidité supplémentaire à la disposition des marchés monétaires. En ramenant le taux directeur à ses plus bas niveaux historiques, elle a contrecarré le ralentissement économique. En outre, grâce aux mesures de politique monétaire qu'elle a prises juste après la faillite de *Lehman Brothers*, et avant que des mesures correctrices ou de soutien n'aient été mises en œuvre, elle a contribué de façon décisive à freiner, puis à mettre fin à la spirale baissière dans laquelle le système financier et l'économie réelle avaient été aspirés.

« Ce n'est pas un hasard si la BCE, plus que toute autre banque centrale, a consolidé sa réputation auprès des experts lors des turbulences observées ces dernières années, alors que la Réserve fédérale américaine et surtout la Banque d'Angleterre, qui a paru démunie face à la crise, ont perdu de leur crédibilité. La BCE a une conception pragmatique, non dogmatique mais toutefois fiable de la politique monétaire » (Frankfurter Allgemeine Zeitung, 15 janvier 2010).

Malgré son souci d'éviter une confusion durable des genres entre politique monétaire et politique budgétaire, Jean-Claude Trichet a toujours su faire preuve d'un grand pragmatisme, même lorsque, début mai 2010, il a été question de faire participer la BCE au mécanisme de protection élaboré pour protéger l'euro. Faisant fi de vives critiques, il a imposé l'achat par la BCE de dettes souveraines de pays en difficulté dans la zone euro. Face aux reproches qui lui ont été faits d'avoir ainsi brisé un tabou sous la pression politique, il a répondu sans rien perdre de son assurance : « Aucune ligne n'a été franchie. Notre objectif prioritaire est la stabilité des prix et notre crédibilité repose sur sa réalisation. [...] Contrairement à d'autres banques centrales, nous n'achetons pas d'obligations d'État pour injecter de l'argent dans les marchés. Notre but est tout autre : nous n'avons pas modifié le cap de notre politique monétaire et nous retirerons toutes les liquidités injectées » (Frankfurter Allgemeine Zeitung, 22 mai 2010).

Maints observateurs ont vu les négociations concernant le Fonds de stabilité européen sous un angle diamétralement opposé : « Ce n'est pas Trichet qui a été mis sous pression par les chefs d'État, c'est lui qui les a obligés à agir, comblant ainsi le vide qui existait. M. Euro s'est transformé soudainement en M. Europe » (Berliner Morgenpost, 20 juin 2010).

En tout cas, le président de la BCE ne craint pas de demander publiquement aux États membres de prendre leurs responsabilités : « En ce qui concerne les politiques budgétaires, il est très clairement nécessaire de renforcer la confiance du public dans la capacité des gouvernements à rétablir la soutenabilité des finances publiques [...], favorisant une croissance durable à moyen terme. Les pays de la zone euro doivent mener des programmes d'assainissement pluriannuels crédibles et mettre pleinement en œuvre les mesures d'assainissement prévues [...]. Des réformes structurelles de grande ampleur doivent être mises en œuvre rapidement pour améliorer les perspectives d'une croissance durablement plus forte. Des réformes importantes s'imposent tout particulièrement dans les pays qui ont subi une perte de compétitivité ou qui sont actuellement en proie à des déficits budgétaires et extérieurs élevés » (conférence de presse de la BCE, 4 novembre 2010).

Jean-Claude Trichet estime qu'il faut s'occuper en particulier de la politique budgétaire de certains pays. L'état des finances publiques de nombreux pays est catastrophique. Dans ces conditions, le président de la BCE conduit une politique monétaire qui préserve la force de l'euro et instaure ainsi la confiance chez les citoyens européens et les investisseurs. Il considère le Pacte de stabilité et de croissance comme la pierre angulaire de l'union monétaire.

L'ancien chancelier Helmut Schmidt, l'un des pères du Système monétaire européen, a récemment déclaré : « Parmi toutes les instances européennes, seule la Banque centrale européenne dirigée par Jean-Claude Trichet est exempte de tout reproche » (Die Zeit, 12 mai 2010).

« Jean-Claude Trichet est un homme d'action, un négociateur, un diplomate. Il n'a pas peur du contact et ne craint pas de s'engager sur des voies nouvelles si cela permet de résoudre plus facilement un problème. Depuis trois décennies, il se bat contre les turbulences affectant les marchés financiers. [...] Ce haut fonctionnaire a tiré les enseignements des graves crises du passé : lorsque les marchés sont agités, on ne peut les calmer qu'en agissant rapidement et de manière résolue » (Die Zeit, 12 mai 2010). En cette période, durant laquelle l'Union européenne doit relever des défis d'une portée historique, c'est exactement ce qu'a fait Jean-Claude Trichet : par son action réfléchie, rapide et résolue dans un contexte d'instabilité croissante sur les marchés internationaux, il a rétabli le calme et instauré la confiance. C'est sans doute la raison pour laquelle le Secrétaire américain au Trésor Geithner a affirmé, en marge du Sommet du G20 qui s'est tenu cette année, parlant du président de la BCE : « Quand mon regard fait le tour des participants, je ne peux que constater qu'il nous domine tous ».

La politique menée par la Banque centrale européenne est une profession de foi en faveur de l'économie sociale de marché. Elle favorise ainsi, à l'échelle européenne, la croissance économique et la stabilité qui sont au cœur du traité de Lisbonne.

En la personne du président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, le Directoire de la Société pour la remise du Prix international Charlemagne de la Ville d'Aix-la-Chapelle honore, en 2011, un serviteur de la cause européenne qui, en des temps difficiles, s'est engagé de manière remarquable en faveur de la cohésion de l'union monétaire, de la stabilité de l'euro et du maintien de la compétitivité de l'Europe.

En remettant ce Prix, le Directoire invite les dirigeants européens à s'engager sur la voie menant à la réalisation d'une union politique permettant de coordonner efficacement les politiques économiques et budgétaires au sein de la zone euro.